

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N° 22 hiver 2009 - prix libre



Barbarie des guerres de jadis menant à l'abattoir leurs troupeaux d'esclaves et fusillant pour l'exemple ceux qui osaient lever le front.

Barbarie des guerres d'aujourd'hui qui déciment professionnellement les populations civiles.

Barbarie de nos pseudo-démocraties qui font de la peur de l'autre leur fondement moral.

Restons debout et insoumis pour construire une alternative à la barbarie.

A l'affût

Irradiations les corbeaux p. 2

Tous en colère

L'ennemi intérieur p. 3

La gueule

toute verte

La bourse et la vie p. 4-5

Mauvaises fréquentations

Un paysan dé-primé p. 6-7

Capitalisme à la poubelle

Pandi, panda, pandémie p. 8-9-10

Ne marchandons plus p. 11

Coup de gueule

Colonial way of life p. 12-13

Capitalisme à la poubelle

Y'a pu de saisons p. 14-15

Citoyennisme

Votation piège à c... p.16

Mémoire aux poings

Country postal p. 17

Mauvaises lectures,

Revue de crise,

Rendez-vous

p. 18-19-20

2 - À l'affût

Promenons-nous dans les bois !

À bon entendre !

Nous expliquions dans le précédent *Creuse-Citron* que les énergies renouvelables en général, et les éoliennes industrielles en particulier, servaient principalement de paravent pour faire accepter l'industrie nucléaire et les autres calamités du capitalisme.

La multinationale du nucléaire Areva et ses partenaires nous en offrent une belle illustration : vous êtes propriétaire d'une bonne vingtaine de mines d'uranium désaffectées dans une obscure région de France. Que faire de ces sites un peu encombrants renfermant des millions de tonnes de « stériles » radioactifs quasi impossibles à décontaminer ?

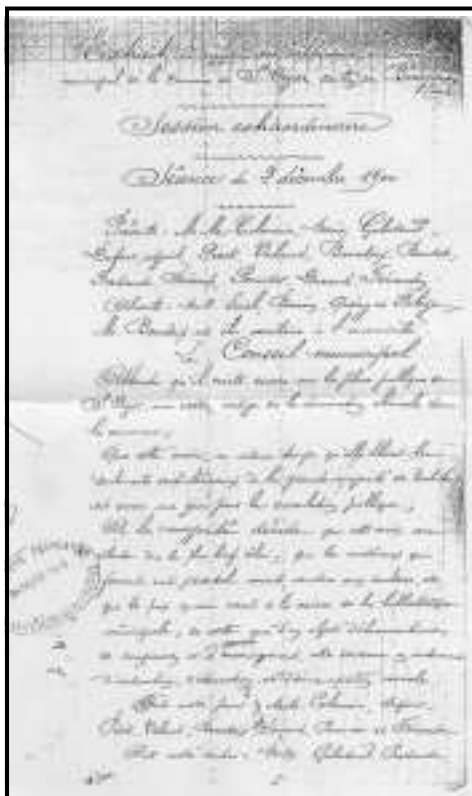
Eh bien, mettez dessus une centrale photovoltaïque et vous irez peut-être au paradis des bons sentiments écologistes, et en tout cas vos actionnaires goûteront aux délices des bénéfices subventionnés.

Le journal *La Montagne* du 9 octobre dernier : « Bessines-sur-Gartempe va accueillir la plus grosse centrale solaire du Limousin. [...] À l'horizon 2011 environ 70 000 m² de panneaux solaires auront poussé sur les verses de l'ancien site d'exploitation de Bellezane.»



Il faut noter que deux projets du même type sont en cours de développement en Creuse et qu'EDF rachètera l'électricité produite au moins 10 % plus cher dans les régions moins ensoleillées, comme le Limousin. Moralité : moins il y a de soleil, plus c'est rentable de produire de l'électricité solaire.

Enfin, cerise sur le gâteau, on imagine même une reconversion touristique à des stocks de déchets radioactifs : « Des panneaux solaires disséminés sur ce site avec le concours d'un architecte paysagiste, vont sans aucun doute attirer le public » (extrait du même article de *La Montagne*).



Actualité de l'anticléricalisme

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la commune de Saint-Dizier, canton de Bourgaueuf.

*Session extraordinaire
Séance du 2 décembre 1900*

Le Conseil municipal,

Attendu qu'il existe encore sur la place publique de Saint-Dizier, une croix, vestige de la domination cléricalle dans la commune ;

Que cette croix, en même temps qu'elle blesse les sentiments anticléricaux de la grande majorité des habitants, est aussi une gêne pour la circulation publique ;

À la majorité décide que cette croix sera enlevée dans le plus bref délai ; que les matériaux qui forment son piédestal seront vendus aux enchères, et que le prix en sera versé à la caisse de la bibliothèque municipale, de sorte que d'un objet d'obscurantisme, de compression et d'asservissement, elle devienne un instrument d'instruction, d'éducation et d'émancipation sociale.

Cette délibération a été adoptée avec 8 voix pour, 3 contre et 1 abstention.

Les cafards galonnés ou le retour des miliciens revanchards

Nous avons appris récemment, grâce à la presse régionale, qu'un certain nombre de blaireaux⁽¹⁾ en Creuse et dans d'autres départements étaient devenus officiers de la « réserve citoyenne de la gendarmerie » !

Kesaco la « réserve citoyenne de la gendarmerie » ?

Il s'agit d'un corps de création récente (2001), qui jusqu'ici a fait peu de bruit et dont nous n'avons pas entendu parler, y compris dans la presse contestataire.

Cette réserve vient compléter la réserve « opérationnelle », là où se retrouvent tous les militaires qui ne sont pas morts à la guerre, ceux que Boris Vian décrivait ainsi : « Le combattant qui ne s'est pas fait tuer garde en lui-même une mentalité de raté ; il aura à cœur de compenser cette déficience et contribuera donc à préparer la suivante ; or, comment voulez-vous qu'il la prépare bien, puisqu'il s'est tiré de la précédente et que, par conséquent, du point de vue de la guerre, il est disqualifié ? »

Voici comment est définie cette réserve dans les textes officiels (2):

La réserve citoyenne est la deuxième composante des réserves après la réserve opérationnelle. Elle est composée d'anciens militaires d'active ou de réserve ainsi que de volontaires recrutés dans la société civile. Les réservistes citoyens sont des bénévoles agréés par l'autorité qui mènent des actions visant à faire

connaître la gendarmerie. Sous certaines conditions, les réservistes citoyens peuvent fournir un renfort nécessaire à la réserve opérationnelle.

Analogue à la réserve opérationnelle, la réserve citoyenne n'assure toutefois pas de mission en temps de paix. Sa vocation est alors davantage d'entretenir l'esprit de défense et de renforcer le lien armée-nation.

Mobilisable en cas de besoin, elle peut fournir des renforts à la réserve opérationnelle.

En fonction des besoins des forces armées, l'autorité militaire peut faire appel aux volontaires de la réserve citoyenne pour, avec leur accord, les affecter dans la réserve opérationnelle.

L'actuelle réserve citoyenne sera transformée en « volontariat de la sécurité nationale » afin de permettre à ses volontaires de contribuer à l'encadrement de la journée d'appel de préparation à la défense, aux actions de rayonnement des armées, à la politique de mémoire et à celle de sécurité nationale. Ils pourront également être sollicités en cas de crise grave sur le territoire national.

« Ils pourront également être sollicités en cas de crise grave sur le territoire national. »

Vous avez bien lu, il ne s'agit pas de défendre le merveilleux territoire de « notre » glorieuse nation contre l'invasion des hordes sauvages d'ennemis étrangers. Non, il s'agit de crise grave sur le territoire national. De toutes façons, les compétences de la gendarmerie se limitent au territoire national, c'est l'armée de l'intérieur, celle qui brise les grèves et mate les révoltes. Nous voici donc dotés d'une milice civile, paramilitaire, prête à aider les uniformes à rétablir l'ordre.

Alors comme ça, y'en a des qui n'ont jamais fait leur service et qui sont tellement frustrés, qui rêvent tellement d'épouser la Grande Muette, qu'ils sont volontaires pour renforcer le lien « armée-nation » et à l'occasion casser du contestataire ! Je savais avoir à supporter des concitoyens, mais cons à ce point j'imaginai pas, le « citoyennisme » poussé à cette extrémité, chapeau !



Prenez la peine d'aller sur leur site Internet, les débats sont de haute tenue : l'uniforme des réservistes citoyens doit-il ressembler à celui des réservistes opérationnels ? Ben non mon couillon, y en a qui sont des vrais des durs des tatoués et d'autres qui sont rien que des militaires d'opérette !

Au premier degré, ce désir d'avenir et de galons qui habite certains obsessionnels de l'ordre établi peut prêter à sourire, voire à se foutre franchement de leur gueule, mais à y bien réfléchir ça donne plutôt des frissons dans le dos. Il s'agit d'une pierre de plus dans la construction d'une société hyper-sécurisée, on met en place des milices dormantes, prêtes à se réveiller au premier coup de clairon, en même temps que la police ouvre des sites Internet dédiés à la délation, où chacun peut dénoncer son voisin sans être obligé d'écrire une lettre anonyme en capitale d'imprimerie pour cacher son écriture, qu'on puce les gamins avec des GPS et que le bracelet électronique voit son utilisation s'élargir sans limites.

Tout se passe comme si pour atteindre le Meilleur des mondes décrit par Huxley, où la domination de quelques-uns sur le plus grand nombre est gravée dans l'ADN suite à des manipulations génétiques, il fallait que l'on passe par une phase du style 1984 d'Orwell, âge d'or du contrôle policier.

Comment se débarrasser des armées, des polices et des nations ?

PATRICK FAURE

1. Manière de dire car un blaireau est infiniment plus respectable qu'une raclure de bidet qui rêve d'être justicier.

2. Tous les textes en italiques sont issus des sites officiels de l'État et de la gendarmerie.



4 – La gueule toute verte

Pandémie capitaliste

Ouf, ça va mieux ! Les Bourses remontent la pente, les traders n'ont plus honte, les experts sont redevenus formels, la foi religieuse dans le marché est de nouveau prêchée et les patrons licencient à tour de bras, comme toujours. Ce ne sont pas quelques dizaines de suicides, quelques centaines de milliers de chômeurs supplémentaires qui vont troubler la digestion de nos décideurs. D'ailleurs, le capitalisme, abandonnant la vie sauvage pour un avenir « vert » et w, se détourne des produits dérivés et branche sa « pompe à phynances » sur des valeurs sûres : la terre et la nourriture. Ils veulent contrôler la Bourse ET la Vie.



De la terre à la thune

L'accapement des terres existe depuis des siècles. Marchands, soldats, missionnaires ont apporté au bout de leurs fusils et de leurs crucifix la « civilisation » à de nombreuses communautés, de nombreux peuples. Destructures et pillages continuent aujourd'hui, entraînant l'expulsion des populations, notamment devant l'extension des agrocarburants (voir *Creuse Citron*, n° 14). Mais, depuis quelques mois, on constate une amplification foudroyante de l'accapement des terres. Cela est dû au mélange mortifère des crises alimentaire et financière.

• La première incite les États à externaliser la production alimentaire dans d'autres pays en permettant à de grosses sociétés d'y acheter des terres pour implanter d'immenses fermes industrielles.

• La seconde pousse les secteurs financiers à quitter les produits boursiers « toxiques » et à investir dans la terre, pour alimenter... les actionnaires.

Ainsi les terres agricoles deviennent un nouvel actif stratégique. La classe politique, au service de la finance et du commerce, se rallie au slogan « investir dans l'agriculture », qui signifie tout simplement « accapement des terres ». Le groupe de travail mis en place à l'ONU pour « résoudre » la crise alimentaire a pour acteurs principaux des représentants de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), du FMI (Fond monétaire international) et de la Banque mondiale (BM) ! Par exemple l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), financé indirectement par la BM, conseille l'Arabie Saoudite sur les pays où investir pour produire du riz : sur la photo ci-jointe on voit Bob Zeigler, directeur général de l'IRRI, rencontrant Ali Al-Madani, président de la Banque islamique de développement. Tous les « experts » sont d'accord pour déclencher une nouvelle

« Révolution verte » (voir *Creuse-Citron*, n° 15) dont la « rentabilité » serait portée par les semences des multinationales, l'utilisation massive d'intrants chimiques et de cultures OGM, le choix d'une poignée d'espèces animales occidentales...

J'ai mal à la Terre

« La terre est une patate chaude politique », commence à s'inquiéter Jacques Diouf, directeur de la FAO (Food and agriculture organisation).

La « longue marche » vers l'agrobizness

En Chine tentent de survivre 20 % des agriculteurs mondiaux sur 9 % des terres agricoles cultivables de la planète. Son marché de viande et de produits laitiers explose, en lien avec l'évolution des habitudes alimentaires d'une partie de sa population. Le développement de grandes fermes industrielles sur son sol ne fait qu'aggraver la situation de millions de petits paysans,



parfois chassés de leurs terres alors qu'ils sont rejoints par de nombreux salariés licenciés qui regagnent les campagnes.

Disposant d'énormes réserves de devises, dont une partie a « sauvé » l'économie américaine, la Chine externalise une portion de sa production alimentaire, en Asie du Sud-Est, en Afrique, etc. Un expert chinois affirme : « Les pertes de terres agricoles et de ressources en eau font que la Chine n'a pas d'autre choix que d'aller à l'étranger. » Ainsi de gigantesques exploitations agricoles y sont créées, amenant de Chine des agriculteurs, des chercheurs, des méthodes de culture, des semences ! Repartent riz, soja, maïs, mais aussi plantes énergétiques telles que la canne à sucre, le manioc, le sorgho.

Un empire qui exporte ses maladies

La « réussite » étasunienne, et notamment de ses méthodes agricoles, est flagrante. C'est un pays où un habitant sur huit souffre de la faim, où un quart de la population contracte tous les ans une maladie liée à l'alimentation, où des dizaines de milliers d'ouvriers agricoles sont empoisonnés par les pesticides. Les fermes d'élevage industriel sont de véritables foyers d'infection, nécessitant l'usage massif d'antibiotiques. Et c'est l'exportation massive de ce système alimentaire qui serait susceptible de répondre à la crise alimentaire ? ! C'est pourtant ce qui se passe dans d'énormes exploitations qui se construisent au Mexique, en Roumanie, en Chine, etc.

Des pétrodollars, extraits du sous-sol, réinjectés dans la terre

Les États du Golfe, ces « nations du désert », ont peu de terres et de ressources en eau. La crise a triplé la facture alimentaire, liée essentiellement aux importations. Or, les populations sont largement constituées

de travailleurs immigrés fournisseurs de main-d'œuvre à bas prix (82 % pour les États Arabes Unis). Le risque d'explosion sociale est tel qu'ils acquièrent des millions d'hectares dans de nombreuses régions du monde pour répondre à leurs besoins alimentaires.

De Gandhi aux ZES

En Inde, l'agriculture est confrontée à des problèmes multiples : coûts en progression, fertilité des sols en chute, problèmes d'approvisionnement en eau, etc. La mise en place de ZES (Zones économiques spéciales), destinées à l'épanouissement d'un capitalisme sans entrave, rencontre de très fortes résis-

tances. Ainsi, en septembre dernier, des dizaines de milliers de paysans ont convergé sur New Delhi pour dénoncer leur gouvernement. Il s'apprête à sortir de l'impasse les négociations sur le volet agricole au sein de l'OMC. Il s'agit d'une libéralisation quasi totale de ce secteur en ouvrant le marché local aux cultures subventionnées des USA : maïs, riz, coton, soja, etc. En même temps de grandes entreprises indiennes s'installent à l'étranger, contrôlant l'ensemble du processus : production agricole, stockage, transport. Par exemple, le gouvernement indien fournit des fonds spéciaux à la junte pour produire des lentilles en Birmanie.



Nous ne moissonnerons

que le produit de nos révoltes

« L'astuce est de ne pas se contenter de moissonner des récoltes, mais de moissonner de l'argent », avoue cyniquement Mikhaïl Orlov, directeur d'une société d'investissement. L'actuelle ruée sur les terres risque de transformer des forêts, de petites exploitations, en grandes propriétés reliées à des marchés lointains. L'accès à une production locale de nourriture serait alors totalement compromis et les profits iraient « alimenter » les dominants des pays investisseurs.

Afin de permettre l'accaparement des terres par des fonds spéculatifs, des fonds de pension, la Banque mondiale pèse avec succès pour faire changer les lois foncières, facilitant la vente de terres à des sociétés étrangères.

Sur ce marché mondial qui se propage partout, seuls les riches pourront s'approvisionner, les revenus d'une grande majorité stagnant ou régressant. Alors que la production alimentaire mondiale pourrait nourrir toute la population, elle est de plus en plus destinée à la spéculation et au marchandage.

Un système qui conduit un milliard d'êtres humains à souffrir de la faim, qui montre ses nombreux échecs : monocultures intensives, rendements en baisse, « chimisation » des sols et des aliments, etc., voudrait s'imposer à tous !

C'est pourtant dans les savoirs et les luttes paysannes, notamment des organisations liées à *Via campesina*, que réside en partie notre avenir. ÉLAN NOIR

Zones économiques vertes

L'IMPLANTATION de Zones économiques spéciales (ZES) en Inde entraîne l'expulsion des habitants. Un paysan déclare : « Ils veulent voler ma terre pour une fraction du prix. Ils revendront les terrains beaucoup plus cher. Je préfère mourir que de leur vendre mon bien à bas prix. » Mais les résistances s'organisent, notamment parmi les *adivasi*, minorité importante. Leur nom signifie « habitants d'origine » et désigne des groupes tribaux

relevant de la population aborigène, qui considère la terre comme une ressource commune, d'accès libre pour tout individu. Ce n'est pas une société de castes, mais une société basée sur l'égalité. Ils sont très sensibles à la dégradation produite par la « modernisation », exploitation forestière, agriculture intensive. Ceux vivant dans l'État de Gujarat, dans le Nord-Ouest de l'Inde, se sont organisés, notamment autour du Centre Bhasha, fondé par Ganesh Devy, qui déclare : « Toute forme de développement qui n'est pas fondée sur les principes de conscience écologique et de respect des valeurs culturelles d'un peuple est génocidaire ».

En alternative aux ZES, ils proposent des « Zones économiques vertes », visant à assurer aux communautés *adivasi* un

mode de vie autosuffisant. Leur objectif est de créer des zones regroupant des villages, sans recours aux capitaux extérieurs, ni exploitation des ressources naturelles. Déjà dans 1 200 villages pratiquant l'agriculture biologique, existent des banques de céréales, des coopératives de collecte d'eau, des centres d'apprentissage, etc. Ganesh Davy affirme : « L'heure d'une vraie révolution verte a sonné, elle doit nécessairement adopter le mode de développement *adivasi*. C'est la seule formule qui ne comporte intrinsèquement aucun facteur génocidaire d'importation. »

Soulignant l'importance de ces zones autonomes, Mahasweta Devi, une militante sociale s'écrie : « Nous sommes à la croisée des chemins dans le temps et l'espace. »

La plupart des informations sont extraites d'articles publiés par GRAIN, un organisme international qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur les systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité.

6 - Mauvaises fréquentations

Un paysan non subventionné

Marc Bosle, paysan, pratique la polyculture, essentiellement orientée vers le maraîchage, sur une petite exploitation à Muravaux près de Mérinchal, en Creuse. Il vend lui-même ses produits sur les marchés (Auzances, Crocq, Felletin et Giat) et tous les samedis matins en direct à la ferme. Cet homme se veut libre dans son travail et, à l'image d'une devise qui nous est chère, la sienne pourrait être : ni subventions, ni obligations.

Comment conçois-tu ta vie de paysan ?

J'aime bien l'indépendance, au départ je ne supporte pas l'esclavage. Tout le monde est esclave de peu de gens et je ne supporte pas l'agriculture telle qu'elle est en ce moment. Nous avons une petite ferme. J'ai commencé par faire de l'espace vert, je ne voulais pas être salarié, c'est un choix de vie. J'ai toujours aimé entreprendre, créer quelque chose, avoir envie de faire par soi-même. Puis j'ai repris la ferme de mon père quand il a été en retraite, il y a quatorze ans. Lui était dépendant du système puisqu'il vendait ses bovins au maquignon et son lait à la laiterie. J'ai voulu valoriser autrement pour ne pas être dépendant de ce système là où l'on subit tout, où l'on est complètement esclave car on est en début de chaîne. Il faut faire autrement. Choisir l'agriculture biologique évidemment, mais on peut avoir l'éthique bio et ne pas choisir de valoriser son produit autrement. Moi, mon but c'est de faire connaître mes produits au consommateur, de faire la chaîne de A à Z, ce n'est pas un choix de gagner plus, c'est un choix d'indépendance.

Ton idée ce n'est pas de passer un contrat avec un marchand quelconque ?

Mais même avec le consommateur, à la limite je ne suis pas pour les AMAP, je ne veux pas être contractualisé avec un consommateur. Cette idée de livrer des paniers remplis avec telle et telle chose, c'est trop rigide, ça va finir par énerver les gens. Ça peut être bien pour un jeune qui s'installe car ça lui assure des clients, mais c'est lourd. Je préfère faire régulièrement mes marchés et dire : j'ai ça à vendre et vous achetez ce que vous voulez. Je ne suis pas contre le collectif, mais on peut le faire autrement.

On adapte les productions, on fait ce qu'on aime le mieux, j'ai fait de la pépinière, maintenant j'ai moins envie. C'est une question de rapports humains, les rapports sont plus faciles avec les clients que je nourris qu'avec ceux où c'est plutôt de l'ornement.

Tu fais plutôt de la polyculture ?

De toutes façons je suis jardinier au dé-



part. Je suis basé sur le maraîchage, je suis plutôt végétal qu'animal, la viande ce n'est pas mon truc, mais on est obligé ici d'être complet pour être crédible d'un point de vue écologique : pour limiter les intrants extérieurs, les engrais, il faut produire la nourriture des plantes, c'est à dire le compost. Pour cela il faut avoir des animaux, on peut faire avec des engrais verts, mais ça ne vaut pas le vrai compost produit par les ruminants. Donc on est obligé d'avoir quelques bêtes, mais ça ne rapporte pas, on en garde une pour nous, mais on ne valorise pas la viande en direct. J'ai la clientèle pour valoriser toute ma viande en direct, mais il faudrait s'associer à plusieurs car c'est lourd, il faut des chambres froides, un atelier de découpe et puis il n'y a plus d'abattoir de proximité. C'est plus lourd que pour les légumes, ça serait intéressant à envisager, peut-être un jour en trouvant des collègues pas trop loin.

Donc tu as quelques vaches pour produire du fumier ?

Oui, une dizaine de bovins et quelques porcs pour manger les résidus de mes céréales. On essaye de rien faire perdre, de valoriser tous les produits et les sous-produits de la ferme. Comme je fais des céréales, je fais des farines, du pain, avec la farine vient le son pour les cochons. On pourrait aussi avoir plus de volaille, on pourrait faire un tas de trucs. La ferme fait 18 hectares et sur une petite surface comme ça on pourrait être un de plus. Mais sous quelle forme, je ne veux pas faire un GAEC, être à la TVA et entamer la course au chiffre d'affaires.

Une petite exploitation peut donc être vivable ?

Je n'ai pas peur de le dire, aujourd'hui je dégage quelques bénéfices, et sans aucune prime ! Je refuse toutes les primes PAC, j'accepte une aide pour le « bio », je suis certifié « bio » mais je refuse l'aide qui est liée à cette certification. Je veux rester indépendant et refuse de remplir des dossiers. Quand je fais abattre une bête, je ne demande pas non plus la prime d'abattage⁽¹⁾ ! C'est une histoire de principe. Je suis contre l'assistanat, ça dévalorise tout. Et ce système marche mal, plus il y a de primes, moins les gars y arrivent, les laiteries ne veulent plus prendre le lait, l'Italie ne veut plus prendre les brotards. Un de mes voisins n'a qu'une dizaine de vaches laitières et produit 50 000 litres par an et la laiterie n'accepte plus une production inférieure à 80 000 litres par an, car ça ne paye pas le coût du ramassage. Et puis il ne peut envisager de faire du fromage, il a toujours fait du lait, il ne sait pas faire autre chose, ça pourrait se faire, mais ils n'ont pas cette culture. C'est le problème de l'agriculteur, il sait produire, travailler, mais il ne sait pas se vendre. Il leur faut des supers syndicats pour les aider, mais ils ne sont pas capable de se gérer, on les a traités comme des moutons et ils sont perdus quand on ne les aide plus. Autrefois les gens bricolaient, personne ne vous donnait rien. Il faut apprendre à se débrouiller un peu seul, à s'autogérer.

En fait les agriculteurs industriels sont plus des salariés qu'autre chose.

Non, il ne sont pas salariés, s'ils étaient

Mauvaises fréquentations - 7

salariés, ils seraient bien plus heureux. Ce sont des esclaves, ils n'ont pas les avantages des salariés, ils ont tous les risques et aucun bénéfice, le travail et les pertes c'est pour eux. Les autres ne sont pas idiots, ils ne veulent pas de salariés ! L'esclave paye beaucoup plus que le salarié. Le cœur du problème c'est la grande distribution, le fait de concentrer la distribution en imposant des coûts, alors que le producteur a un coût de production et que ce serait à lui de fixer son prix de vente. La grande distribution met la pression sur les agriculteurs et les industriels alors tout le monde baisse la qualité et fait de la merde. Quand la distribution était plus diversifiée le producteur avait plus son mot à dire dans la définition du prix de vente. Aujourd'hui il y a beaucoup moins d'intermédiaires et le peu qui reste gagne vraiment beaucoup.

Quand l'agriculture a-t-elle changé ?

Ce changement dans l'agriculture est assez récent. Ça a commencé à changer dans les années soixante dix quatre vingt. Quand Giscard a donné la première prime pour la sécheresse en 1976, les paysans y ont goûté, Chirac a donné la prime de montagne. Les gens se sont dit « c'est bon, alors si on gueule un peu plus on en a plus » tout ça avec le support de la FNSEA. C'est très facile d'accepter une carotte, c'est pour ça qu'il ne faut pas commencer à rentrer dans le système.

Comment ça se fait qu'il n'y ait pas plus d'agriculteurs qui raisonnent comme toi, s'ils sont tous dans la merde et endettés jusqu'au cou ?

Ça vient de la formation dans les écoles d'agriculture. J'ai connu ça, j'ai un BTA. Quand on a entre quinze et vingt ans on rentre facilement dans un moule. Et une fois pris dans l'engrenage c'est très difficile d'en sortir : un fois que vous avez signé vos emprunts, on vous a ficelé, c'est fini. Ou alors il faut tout larguer et c'est pas facile. Ceux qui sont paysans de père en fils c'est très difficile de les faire changer. Ceux qui arrivent migrants, qui achètent, les « néos » ont des vues différentes avec moins d'a priori.

Dans le temps, les paysans étaient très indépendants, attachés à leur propriété mais aussi très solidaires. Comme ils avaient peu de moyens mécaniques, ils travaillaient ensemble, faisaient les bat-



teuses, les rigoles ensemble. Ils étaient obligés, la solidarité ne vient pas quand il y a du pognon, elle vient quand il n'y a pas grand chose, quand on a besoin l'un de l'autre ça vient tout seul, chez les bourgeois il n'y a pas de solidarité.

Mais si tous se lançaient dans la vente directe, n'y-aurait-il pas un problème de manque de consommateurs ?

Les consommateurs viendraient et largueraient les supermarchés. Il faut aller vers eux. Il faut aller en ville. On ne vendra pas tous en Creuse. Nous les gens de la campagne on est là pour nourrir les villes, à la campagne chacun devrait faire son jardin. Pour le moment on nourrit aussi ceux des campagnes car il font des pelouses et pas des potagers ! Ça ne me dérangerait pas d'aller à Paris une fois par semaine avec un fourgon rempli des produits de plusieurs producteurs. On pourrait bien créer à Paris un magasin comme la « Coop des champs » de Guéret (2).

Notre éthique c'est quand même de nourrir le peuple, être aux pieds d'une barre de HLM et nourrir des gens des HLM, j'aimerais bien, et avec des prix normaux.

Même avec peu d'argent on peut se nourrir correctement, mais les gens ont des envies débiles. Le système fait tout pour que les gens consomment idiot. C'est la société de consommation, le capitalisme qui fait ça. Il faut consommer, il faut que les usines tournent. Il faut des gros agriculteurs qui investissent et font travailler les multinationales qui fabriquent les engrais et le matériel : avec les primes on leur donne de l'argent qu'ils réinvestissent immédiatement. Ce système de faire de la croissance est la pire des choses, il faut en sortir. Il faut arrêter de dépenser et vivre autrement.

Quand on regarde les prix que tu pratiques sur le marché, ce sont les moins chers. C'est intéressant de voir qu'on peut faire des produits bio et pas forcément les vendre plus cher.

Oui, mais moi je m'en sort bien. Nous sommes un peu mécanisés avec des vieux tracteurs, nous n'avons pas de tunnels, nous faisons des légumes de saison et en plein champs. Nous faisons des trucs de base, des carottes, des choux, etc. au tracteur, avec des faux semis, des binages mécaniques. En maraîchage j'ai un hectare. Les productions d'été et d'automne coûtent beaucoup moins en main d'oeuvre que celles de printemps parce qu'il y a beaucoup moins de binage à faire. Pour les productions d'été on fait le binage mécaniquement avant de replanter. Ce qui nous demande le plus de travail et qu'on vend à des prix normaux, ce sont les tomates, l'ail, l'oignon et l'échalote. Mais les légumes d'hiver on peut les faire sans problème au prix du supermarché. Et on peut vivre normalement en mangeant des légumes de saison.

« Notre éthique c'est de nourrir le peuple »

C'est là où la cassure ville / campagne est la plus sensible : les gens qui ne sont qu'en ville n'ont aucune notion des productions de saisons.

On mange des betteraves rouges, des carottes râpées, du chou en hiver et c'est bon ! Ca c'est un problème d'écologie, ce n'est pas un problème de bio ou pas. C'est se poser tous les matins la question : qu'est-ce que je fais pour la planète ? Qu'est-ce que je fais dans mon bilan carbone ?

L'écologie c'est pas facile, ou alors il y a l'écologie de spectacle. Mais nous nous rendons compte avec nos clients que ça évolue. L'éducation nationale au lieu de former les jeunes à être compétitifs pour travailler dans les multinationales pourrait essayer de leur donner une conscience écologique.

(1) cette prime est donnée pour favoriser l'engraissement et l'abattage local.

(2) coopérative de producteurs qui vendent eux-mêmes leurs produits.

8 – Capitalisme à la poubelle

La pandémie n'est pas la femelle du panda !

Faire régner la peur la plus primitive qui soit, la peur de la mort. Parce que, bande de jobards, nous allons tous y passer, pas de rémission sans vaccination. Il est connu que de tout temps une personne grippée meurt obligatoirement. Heureusement que nos gouvernants veillent sur nous et ont commandé force quantité de vaccins, de comprimés, de masques. Les grandes surfaces et les pharmacies (non ! ce n'est pas la même chose, il n'y a pas de rayons légumes frais dans les pharmacies !) Tous ces gens-là vendent à tour de bras des produits nettoyants pour les petites mimines. La télévision, organe de propagande, pardon d'informations, diffuse des spots sur la façon de bien se conduire : terminez de tousser, à la française, dans le creux de la main en disant pardon ! Désormais c'est dans le creux du coude qu'il faut tousser. Pour ce qui concerne l'éternuement, il ne faudra plus dire : « à tes souhaits, ou à tes amours ! Il conviendra d'adopter un visage de circonstance, plein de commisération et dire : "Mon pauvre vieux ! Ça te faisait quel âge ?" ».



POUR VOUS HABITUER à partir d'aujourd'hui ne sortez de chez vous que si c'est indispensable, gantés, masqués, mouchoirempapiérisés ; à propos, tentez une petite expérience présentez-vous à votre agence postale ou dans n'importe quelle banque, dans les commissariats ou les gendarmeries avec un masque de canard sur la tronche, vous verrez ça les fera rire, surtout en portant des lunettes à verres fumés, en expliquant que vous avez les yeux sensibles. Mise en garde pour les manifs, allez-y masqués ! C'est le ministère de la Santé qui le dit, alors ! Une chose amusante : c'est le même ministère qui chapeaute la santé et les sports ; là, question seringues ils en connaissent un rayon (de bicyclette), mais il n'y a pas qu'eux dans les milieux sportifs.

Nous risquons d'assister, comme lors des grandes pestes, à une forme odieuse de larcins genre la menace-santé : « ton larfeuille ou je t'éternue à la gueule, je suis pas vacciné ! ». Tout compte fait, ceux qui sont tombés dans les tranchées, ils ne connaissaient pas leur bonheur, ils n'ont pas eu la grippe espagnole ! Grippe espagnole qui, il faut le souligner, n'avait rien d'espagnole par ses origines, puisqu'elle s'est déclarée au départ dans un camp militaire du Kansas (États-Unis d'Amérique).

C'est quand même épatant, alors que le nombre de pauvres augmente, qu'on lourde des salariés, que les délocalisations ont des conséquences importantes pour les artisans et les petites entreprises, ça et les milliers d'êtres humains qui meurent chaque jour de malnutrition ou bien d'avoir consommé de l'eau pourrie, on focalise l'information sur un mort « avéré » (par qui ?). Mort de la fameuse grippe ; juste après on passe au foot, la météo et dormez tranquilles braves gens.

Après ce préambule gabarien, nous allons vous proposer une information détournée, ainsi que des possibilités de vous renseigner plus amplement et voire de vous défendre contre une quelconque obligation vaccinale qu'elle soit massive, scolaire ou professionnelle.

Attendez ! une petite dernière pour la route : si vous persistez à fréquenter les salles d'attente des médecins, n'oubliez pas de prendre un bouquin, les revues de merde qui s'y trouvaient étant désormais interdites, because ? La grippe ! Vu le contenu des dites revues je me suis pris à rêver que c'était pour lutter contre une pandémie de connerie galopante.

Pour détourner l'attention du peuple et sa méfiance, relancer l'économie « florissante » et ultralibérale, il faut une situation de crise visant les personnes dans leur intégrité physique.

On sait qu'en temps de crise, beaucoup d'entre nous se jettent sur les magasins pour faire des stocks (de façon irraisonnée) de tout et de rien. J'ajoute à cela les résultats d'une étude qui indiquait qu'en temps de crise et de peur, hormis les achats compulsifs de pâtes alimentaires, de lait, d'eau en bouteille, d'huile et de sucre, la vente des voitures et étrangement l'investissement dans le funéraire grimpaient en flèche. Bizarre, mais authentique, cela résulte d'une étude interne du ministère de l'Économie.

Afin de relativiser : 1 million de personnes meurent dans le monde de la malaria qui pourrait être prévenue avec une simple moustiquaire.

Souvenons-nous en 2004, Klaus Stijhr, coordinateur du programme de l'OMS contre la grippe, affirma dans une revue étatsunienne *Science* que la pandémie de

grippe aviaire allait rendre malade 20 % de la population mondiale et que le quart de ces derniers mourrait : « Les évaluations les plus prudentes font état de sept à dix millions de morts, mais le maximum pourrait être de cinquante ou même dans le pire des scénarios, cent millions. » Inutile de dire que ce sombre abruti n'a pas démissionné ni été viré. En France, le sinistre de la Santé d'alors a commandé plusieurs dizaines de millions de vaccins H5N1 mutants et deux millions de doses du vaccin pré-pandémique qui n'ont servi à rien ! Pardon ! J'oubliais les intérêts lobbyistes labos-pharmaco-médicaux privés qui se sont goinfrés.

Chez les plus pauvres des paysans d'Asie, sud et nord, des millions de volailles ont été brûlées, créant des carences alimentaires et économiques sans précédent. Souvenons-nous que ce sont toujours chez les autres – « les pays pauvres » dont on entretient la pauvreté –, que naissent les pires pandémies, faudrait abattre les pauvres ! Cette fois-ci, ce sont les cochons mexicains qui ont été pris pour cible, devant l'énormité les « mecs-si-cons » ont fait machine arrière.

Nombre de virologues trouvent étrange que l'épidémie actuelle apparaisse au moment même où la compagnie pharmaceutique Baxter International vient d'admettre qu'un vaccin expérimental a été contaminé par le virus H5N1 de la grippe aviaire (afin de rectifier une idée reçue, dire grippe aviaire est erroné, il faut parler de peste aviaire, connue depuis plus de cent ans) qui n'était pas correctement identifié, a été envoyé à des sous-traitants en République tchèque, en Slovaquie et en Allemagne. Le sous-traitant tchèque s'en est aperçu, et le laboratoire national de

Capitalisme à la poubelle – 9

microbiologie du Canada a alerté l'OMS. D'après Alois Stöger, ministre autrichien de la Santé, 72 kg ont été contaminés.

Comment ce laboratoire peut-il « par accident » avoir introduit les deux virus H5N1 et H3N2 dans le produit vaccinal, alors que ce mélange de souches, appelé réassortiment, est l'une des deux manières de créer un virus pandémique ? Baxter, qui a agi comme une organisation de terrorisme biologique envoyant des virus mortels à travers la planète, s'en est tirée en disant simplement : « Désolé, c'est une erreur ! » Ce laboratoire a déjà été impliqué dans de graves scandales entre autres des composants contre l'hémophilie ont été contaminés, « accidentellement » par le VIH et injectés à des dizaines de milliers de personnes. C'est eux aussi qui ont injecté aux soldats partant en Irak des produits prétendument destinés à les immuniser contre une pseudo-guerre bactériologique que « l'ennemi », (BRRRRREEEEE ! ça fait plus peur que les Irakiens !) avait prévu d'activer, comme leurs armes de destructions massives. Résultat chez beaucoup de soldats des conséquences dramatiques notamment sur le plan neurologique et psychique, dépressions, suicides, hallucinations et autres gâteries qui furent un peu évoquées dans les médias fransouzes... Ce qui n'empêche pas l'OMS de commander à ce labo un vaccin contre le virus H1N1...

En France, la sinistre de la Santé et des Sports est présentée comme une référence dans son domaine puisque pharmacienne, NON ! Elle fut propriétaire d'une pharmacie et n'a aucun diplôme de doctorat en pharmacie. Le proprio d'un restaurant ne fait pas pour cela la cuisine, chez Michelin, le singe, n'a jamais fabriqué un pneu.

Histoire d'enfoncer le clou, abordons le sujet de « la grippe espagnole », toujours en provenance de chez les pauvres, alors qu'elle est apparue chez les Étatsuniens

améroloques, dans l'État du Kansas dans le camp militaire de fort Riley. Avant leur départ pour l'Europe, les soldats cobayes (comme aujourd'hui, dans l'armée française) de ce camp furent massivement vaccinés, les militaires constatèrent un grand nombre de morts immédiatement après les injections, d'autres ont manifesté (ne rêvez pas ! pas dans la rue !) des symptômes des maladies dont ils étaient supposés être protégés. Chaque année en France, nombre de personnes se font vacciner contre la grippe, peu après ils développent les symptômes de la grippe et le pharmacien ou leur médecin de leur dire : « Voyez, heureusement que vous étiez vaccinés ! »

À signaler le mouvement des infirmières, syndicats SNPI, CFE, CGC, qui je le rappelle avait fait reculer le grand humaniste, copain du « socialisme mitterrandien », aujourd'hui me dit-on, serait sinistre d'Étrangères affaires ? Donc, ce bienfaiteur de l'humanité a fait voter une loi qui stipule que les infirmières et aides-soignantes ne sont plus tenues d'être vaccinées contre l'hépatite B du fait des dommages (sclérose en plaque, etc.) et des risques encourus face aux avantages non prouvés. Ledit syndicat estime qu'une vaccination massive contre un virus relativement bénin présente des risques, du fait d'un produit trop rapidement développé et de son adjuvant, AS03, susceptibles de déclencher des maladies auto-immunes.

Le rapport bénéfices/risque du vaccin H1N1 : d'un côté une semaine de grippe, de l'autre une probabilité faible mais définitive d'avoir une maladie neurologique ou auto-immune. Ce syndicat travaille en collaboration internationale, et ces personnels de santé estiment que le remède risque d'être pire que le mal. D'après elles, le H1N1 est très contagieux mais faiblement agressif.

En 1976, aux EU d'merdloque, ce même vaccin sur 46 millions de vaccinés, 4 000 environ ont porté plainte pour effets secondaires graves. L'OMS après des études a constaté une augmentation de syndromes de GUILLAIN-BARRE (renseignez-vous sur ces syndromes, la mort y est assurée et de manières fort amusantes) et du fait de ce constat alarmant, l'OMS a décidé de retirer le vaccin du marché.

Les informations et les mises en garde de ces professionnelles de santé sont longues et fournies, aussi *Creuse-citron*, (qui ne recule devant rien !), met en place un site Internet, sur lequel nous pourrions dialoguer et fournir l'accès à divers documents d'information et aussi des textes de loi et des courriers types à faire signer par votre médecin, ou le maire de votre commune, votre tôlier, ou même la préfecture. Ainsi que des sites de diverses associations, non sectaires, qui œuvrent pour l'information et la liberté d'être ou de ne pas être vacciné.

GABAR



Par ordre d'apparition à l'écran : meilleure comédie « H5N1 », bravo !

Plus sérieusement voici quelques sites où vous renseigner :

- Dans le journal *Biocontact*, n° 194 du mois de septembre, sur son site : biocontact@wanadoo.fr Tél. standard : 05 63 41 04 00
- Sylvie Simon, conférencière sur le thème « De l'ère pasteurienne à l'ère 2012 », infos, tél. : 05 53 31 04 39 ; contact@mythesetrealites.com. Site : www.mythesetrealites.org.
- Françoise Joët, association d'ALIS (Association liberté information santé), pour obtenir des informations concrètes au sujet de vaccination et répression : comment s'en sortir. ALIS, 19, rue de l'Argentière, 63000 Riom. Tél. : 04 73 63 02 21 ; siege@alis-france.com ; site : www.alis-france.com
- <http://www.who.int/csr/disease/swin>.
- Carmen Krefft-Jaïs, responsable de la pharmacovigilance à l'Afssps : <http://www.lemonde.fr/Planete/artic>.
- Informations sur la composition des vaccins : <http://daudon.free/page331.html>
- http://www.jp-petit.org/presse/pusse_dans_cerveau.htm
- Ligue nationale pour les libertés des vaccinations : wapedia.mobi/.../Ligue_nationale_pour_la_liberte_des_vaccinations-
- « Que faire pour neutraliser un vaccin ? » Réponse : <http://peuplepaix.populus.org/rub/5>

10 – Capitalisme à la poubelle

Pandémie (suite et stop)

Dans le cadre de votre activité professionnelle (milieu médical, grande distribution, par exemple) vous pouvez être contraint par votre employeur de vous faire vacciner. Vous êtes mère ou père de famille votre petit dernier va à la crèche : on peut exiger qu'il soit vacciné. Dans toutes sortes de cas ce courrier est imparable ainsi qu'informatif pour votre médecin.

DEVANT LA MENACE de pandémie aviaire H1N1, les autorités sanitaires recommandent la vaccination pour tous.

Avant d'accepter cette vaccination, je souhaite, dans le respect de la législation en vigueur, recevoir du corps médical une information claire, transparente et appropriée ainsi que l'assurance que ledit vaccin est sans danger conformément à l'obligation de prudence rappelée par la directive communautaire du droit de la consommation du 25 juillet 1985 qui « dispose qu'un produit est défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre ».

J'entends donc recevoir l'assurance par le médecin que :

- la vaccination ne pourra en aucun cas activer des fonctions effectrices inappropriées,

- ce vaccin est totalement dépourvu d'ADN contaminant hétérogène,

- ce vaccin ne pourra entraîner ni altérations chromosomiques, ni mutations, ni retour du virus à la virulence,

- qu'aucun variant des virus vaccinaux à action pathogène ne pourra se produire par le phénomène de complémentation ou de recombinaison,

- que cette stimulation antigénique n'entraînera pas de perturbation de mon système immunitaire, notamment une modification, transitoire ou prolongée, du rapport T4/T8, comme cela a déjà été observé (cf. M. Eihl, J. Mannhalter et G. Zlabinger, *New England Journal of Medicine*, vol. 310 de 1984),

- que la vaccination n'exercera aucune action pathogène sur l'équilibre endocrinien (notamment la survenue de diabète, comme c'est le cas avec le vaccin anti-hépatite B, cf. Pr. Barthelow Classen, *New Zealand Medical Journal*, 24 mai 1996), et le statut humoral,

- que l'éventuelle persistance virale ne pourra être la cause d'aucune maladie auto-immune ni d'aucune altération du système nerveux central,

- qu'aucune réaction allergique aux divers adjuvants des vaccins ne pourra se produire,

- que je ne risque pas de présenter une myofasciite à macrophages, laquelle peut apparaître dans un délai de quelques semaines à plus de trente ans après toute vaccination faisant appel à l'hydroxyde d'aluminium, (cf. Gherardi et al., "Macrophagic myofasciitis : a reaction to intramuscular injections of aluminium containing vaccines" in *Journal of Neurology*, n° 246, 1999). Il en est de même pour le MF 59 utilisé par le laboratoire Novartis,

- que je ne présenterai aucun risque de développer ultérieurement une maladie d'Alzheimer ou un cancer au point d'injection de vaccins en rapport avec cet hydroxyde d'aluminium, lequel est responsable, chez les animaux domestiques, d'une véritable flambée de cancers : selon une étude réalisée entre 1982 et 1993, dans 258 cliniques américaines, le nombre de cancers chez les animaux de compagnie a en effet été multiplié par 11. Cette évolution est d'autant plus inquiétante que le nombre de sarcomes cutanés au point d'injection vaccinale, faisant appel à l'hydroxyde d'aluminium, a été multiplié par 18,4, tandis que celui des sarcomes en dehors des points d'injection

n'a été multiplié que par 5,7 (cf. Lester, S. & al., *Journal of the american animal hospital association*, 1996).

Dès que j'aurai obtenu toutes les réponses écrites de la part du médecin à mes interrogations légitimes, je serai suffisamment informé(e) pour vous apporter mon consentement ou mon refus éclairé conformément à la dernière loi sur les droits des malades (loi 2002-303, du 4 mars 2002, publiée au *Journal Officiel* du 5 mars, sur le consentement libre et éclairé).

Le

Signature

N.B. : Un double de ce certificat est adressé au Préfet du département ainsi qu'au maire de ma ville.



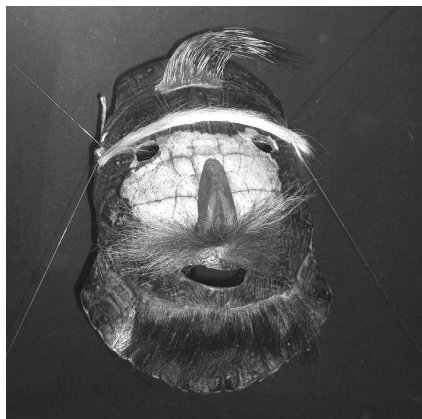
Pour un monde sans marchands

Georges Lapierre vit et nous fait partager l'ébullition sociale au Mexique, notamment avec « La Commune d'Oaxaca ». Dans des extraits de ce texte encore inédit, il nous livre ici ses réflexions sur la généralisation de la société marchande.

ÉLAN NOIR

LES ENJEUX n'ont pas changé, ils sont les mêmes depuis des siècles, depuis l'apparition de l'État moderne. Depuis que l'activité des marchands a envahi l'ensemble de la société, nous ne connaissons plus qu'une vie sociale en implosion, où toute forme de vie collective tant soit peu autonome doit fatalement disparaître. La pensée du marchand est, comme toute pensée digne de ce nom, pratique, elle est comme toute pensée digne de ce nom, une pensée spéculative, elle spéculé sur un échange qui n'a pas encore eu lieu, sur un échange à venir, c'est une pensée spéculative et pratique, une pensée effective, elle supprime sans cesse le travail d'autrui dans un échange marchand futur. La pensée spéculative du marchand est la pensée qui anime impérieusement toute l'activité de notre monde, elle a pris la forme objective du capital. Il s'agit du capital financier, évidemment, de l'argent, et cette pensée se situe entre la production de marchandise, le travail – qu'elle supprime déjà en pensée (l'argent comme spéculation) – et l'échange marchand (l'argent comme réalisation de la pensée).

La production de marchandises, ce qu'on appelle le travail, n'a plus rien à voir avec le travail d'antan, avec le travail des esclaves d'autrefois, ce n'est plus le fouet qui fait travailler les esclaves modernes, mais bien la pensée du maître dans la tête des esclaves, pensée qui a pris la forme objective de l'argent... Tout rapport social, disons toute vie sociale, est déterminé par la pensée, et cette pensée est la pensée de l'échange. Elle a pu être la pensée des hommes et des femmes pratiquant entre eux l'échange selon des règles communes reconnues par tous, elle a pu être celle d'une



aristocratie ayant instauré un rapport de vassalité au cœur de la société. Avec le monde marchand ou capitaliste, nous avons affaire à un rapport social des hommes entre eux déterminé par une pensée séparée, qui leur est étrangère et qui est étrangère à la vie sociale elle-même. C'est le paradoxe du monde capitaliste et aussi son côté totalitaire : un monde qui se nourrit de la ruine de toute vie sociale.



Voilà des gens, les marchands, qui se sont émancipés des règles de la vie commune pour imposer leur mode d'être à l'ensemble de la planète, détruisant toute vie collective, nous contraignant à n'être plus que des individus abstraits à leur image, des individus réduits à leur ego, en fait au sentiment intérieur d'un manque indicible que nous cherchons frénétiquement à satisfaire dans une guerre de tous contre tous.

La domination de la société marchande est telle qu'elle a rendu définitivement caduque toute autre forme de domination. Cette domination complète a mis à nu le dernier bastion de la résistance au totalitarisme de la pensée, tous les autres recours (État providence ou État chrétien, État progressiste, État despotique) n'ont fait que préparer et soutenir l'avènement de la domination capitaliste.

Cette épuration de l'histoire nous conduit à reconnaître dans l'existence des peuples ou dans la reconstruction d'une vie collective fondée sur des règles d'échange mutuel la seule opposition possible au totalitarisme, la seule critique réelle au despotisme de la pensée. C'est le privilège d'une époque d'avoir mis face à face les deux pôles de la pensée et d'annoncer notre fin ou notre résurrection improbable.

Au Mexique existe encore la possibilité d'un dialogue interculturel entre les réfractaires à la société dite occidentale et le monde indien attaché à une culture, une organisation sociale qui lui est propre et qui peut, par certains aspects, se présenter comme une alternative au monde capitaliste.

12 – Coup de gueule

Flinguer les riches pour se partager les pauvres ?

Peut-être la question primordiale en matière d'anarchisme est-elle la suivante : est-on capable d'envisager concrètement une organisation du monde fondée sur la liberté et l'égalité de tous les humains ? Pour un Gabonais, cette question pourrait se traduire par : ai-je le droit de vivre, de m'exprimer, de manger à ma faim, de me déplacer comme bon me semble ? Pour un Français cela signifierait peut-être : suis-je fondé à rouler avec le pétrole volé, à m'éclairer avec l'uranium volé, à m'entourer de prothèses électroniques avec le coltan volé, à recevoir d'un État surendetté les miettes puisées dans le colossal trésor de guerre soustrait aux Africains ?

LE SALARIAT est une forme d'esclavage. Qui voit sa vie prise en otage par le caprice des puissants ne saurait se considérer comme libre. La différence entre les Gabonais et les Français est celle qui pourrait exister entre un chien auquel on concède un panier au chaud et quelques friandises, et l'âne sous-alimenté qui dort dehors, attaché à la meule, et crève debout. L'âne hait ce chien qui parfois lui mord les mollets et se croit chez lui. Le chien méprise l'âne qui lui broie son frichti. C'est que l'un est domestique et l'autre esclave. En d'autres termes, l'un sert le maître et l'autre sert au maître.

Le consentement fait de la domesticité la forme la plus répugnante de l'esclavage. À tout ordre il faut l'approbation des masses qui ont le droit de s'exprimer. Le domestique râle dans les microtrottoirs et met son bulletin dans l'urne. On mesure l'abîme qui sépare le verbe « s'exprimer » du verbe « décider ». L'esclave ne s'exprime ni ne décide. Ou du moins il s'exprime dans les espaces boudés par les médias dits populaires, ceux qui ont une assiette suffisante pour asphyxier le plus grand nombre sous leur diarrhée d'insanités.

Que dit l'esclave dans ses blogs ?

Des choses amusantes. Il traite de notions tout à fait sérieuses élaborées par les experts, comme celle de « marge d'incertitude relative » en matière de scrutins. Cette marge, en France, peut représenter 5 à 6 % de l'électorat, ce qui est beaucoup : ceux qui ont voté au premier tour ne voteront pas forcément au second, ou le contraire, ou ils déménageront, ou ils voteront blancs ou nul, etc. Au Gabon, les experts (français, est-il besoin de le

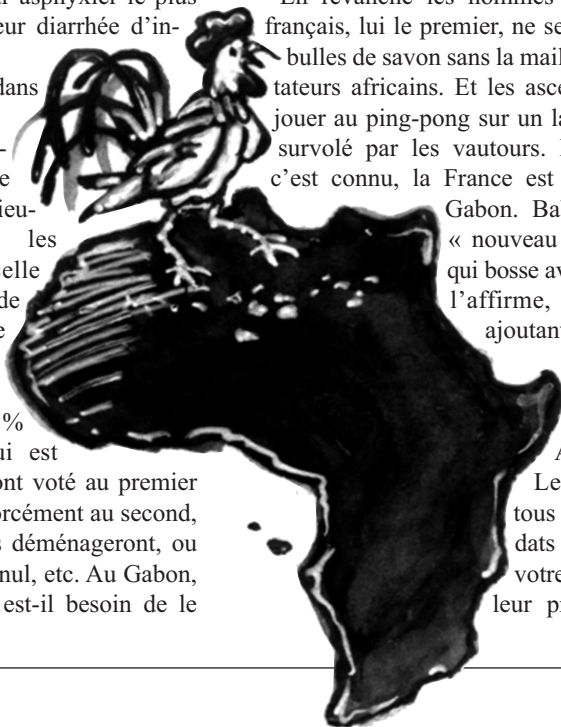
préciser) constatent que depuis 1993 le corps électoral varie entre 450 000 et 950 000 électeurs, ce qui nous donne une marge d'incertitude relative de 500 000 électeurs. Pas mal pour un pays peuplé de 1 500 000 habitants selon le recensement de 1993 toujours, mais dont la population, selon des « enquêtes raisonnables », ne doit pas dépasser 1 200 000 habitants. Il se trouve que dans les districts de Woleu Ntem, Ogoué et une grande partie de l'Estuaire, les préfets enregistrent pieusement un nombre d'électeurs compatible avec la poursuite de leur carrière, aussi aléatoire et soumise au pouvoir du Prince que celle des préfets français, c'est dire.

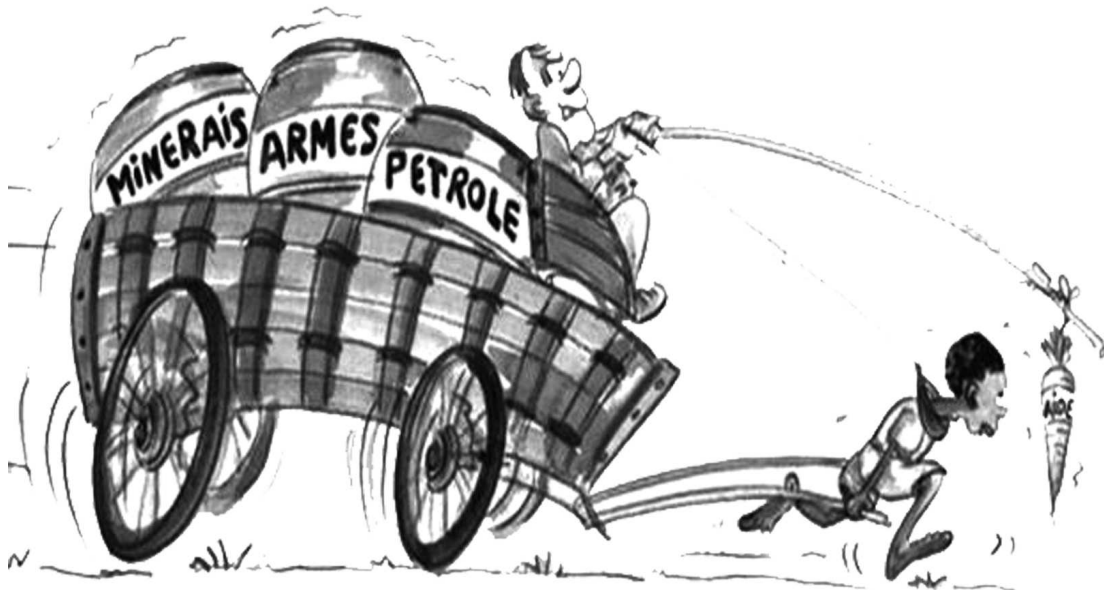
Un autre esclave pose crûment la question : comment la France, ce petit pays surendetté et sans ressources, continuerait-elle à la ramener sur la scène internationale sans les ressources que lui garantit son cheptel de dictateurs – lesquels, en feed-back, s'invitent dans la vie politique française à coups de valises de billets. Sarko a peut-être raison, la France n'a pas besoin de l'Afrique.

En revanche les hommes politiques français, lui le premier, ne seraient que bulles de savon sans la maille des dictateurs africains. Et les ascenseurs de jouer au ping-pong sur un lac de sang survolé par les vautours. D'ailleurs, c'est connu, la France est neutre au

Gabon. Babouchi, le « nouveau Foccart » qui bosse avec Guéant l'affirme, tout en ajoutant que son choix personnel se porte sur Ali Bongo. Le seul de tous les candidats que notre, votre – enfin leur président –

connaisse personnellement. Dame, Ali est aux commandes depuis que son auguste père s'est mis à sucrer les fraises, quelque temps avant sa mort. Quoi de plus naturel alors que l'opération d'isolement du pays après ce triste événement a été directement supervisée par le quartier de la Défense à Paris, et coordonnée par la Mission française, tandis que la base militaire de l'aéroport Léon Mba, les détachements Épervier et ceux de Dakar-Yoff se voyaient mis en alerte rouge, aukazou ? L'émir, après quarante-deux ans de règne, pouvait s'enorgueillir d'avoir fait de son pays un des QG de la Françafrique, entendez de ce mélange putride de culottes de peau, de services secrets, de sociétés de sécurité, de politiciens cupides, de financiers et de grands patrons français. Le gratin, toutes orientations politiques confondues, y fricote avec un contingent exceptionnel de tuteurs d'extrême-droite, de truands patentés et de terroristes recyclés. À Libreville ont été concoctées maintes barbouzeries, comme la guerre civile sanglante qui a rétabli l'horrible Sassou dans ses droits sur les Congolais et les libéralités françaises. Et la nave va... Et le fric coulait à flots dans les poches de Bongo père, devenu un des hommes les plus influents et les plus riches du monde. Pas mal pour un ancien sous-off de l'armée française, obscur soutier de la DGSE qu'on trouve aussi aux prémices d'Elf, prototype de l'entreprise « faux nez » : une construction scabreuse des services secrets, truffée d'espions comme un corniaud de puces, véritable machine à produire maille noire et souveraineté mafieuse sur les néocolonies. Quant aux Gabonais, un détail. Un tiers d'analphabètes, un enfant sur sept qui meurt avant l'âge de cinq ans, et les pétards pointés sur le foie à chaque mouvement un peu brusque. Qu'est-ce que les Gabonais pouvaient lui foutre, à Bongo, quand Juppé, Sarko, Jospin, Franz-Olivier Giesbert, Rocard, Tarallo,





Hervé Bourges, et j'en passe, défilaient en ondulant de la croupe, le cœur palpitant, dans sa célèbre suite du Crillon, à Paris ?

Un troisième esclave pète un boulon et les exhorte, les Gabonais, à descendre dans la rue comme les Togolais pour faire la peau à tout ce qui ressemble de près ou de loin à une tique, afin de recouvrer enfin leur liberté et leur indépendance. Malheureux exemple : les Togolais découragés, après un an de manifestations réprimées dans le sang, ont laissé le fils Eyadema, Faure Gnassingbé, continuer à faire régner sur le Togo la paix des cimetières, merci Paris. En Françafrique, on ne rigole pas avec la démocratie. En France non plus d'ailleurs.

Bref, prenons garde. La bête immonde est en pleine forme, et égorger le maître pour mieux répartir entre les chiens le frichti moulu par l'âne serait un choix peu compatible avec l'idéal de liberté universelle que nous professons. D'où vient le fric qu'on nous vole ? Quelle organisation économique mondiale a permis son accumulation ? Sommes-nous capables d'inventer une société qui ne s'enracinerait sur aucune spoliation ? Jusqu'où sommes-nous prêts, non seulement à nous battre et à rouscailler, mais à renoncer et à inventer ? Car sans la manne des néocolonies, c'est net : plus de pétrole, plus d'uranium, de coltan, de phosphates, de

cuivre, d'or, et je ne parle pas de la bouffe, plus de toutes ces choses que nous sommes accoutumés à voir dégouliner du ciel, ou du moins pas à un prix qui les mette à notre portée. L'esclave a raison, sans les dictateurs et la spoliation, la France est un petit pays surendetté et sans des masses de ressources. Mais le *colonial way of live* vaut-il les millions de morts qu'il génère, la faim, la torture, l'ignorance, la brutalité ? Nous le payons, ce mode de vie, avec le sang des autres. Se dire révolutionnaire aujourd'hui, c'est renoncer à cette monnaie sanglante, et être capable d'envisager concrètement moins de déplacements, moins vite, moins de choix alimentaire, moins d'énergie, moins de biens individuels, bref une vie matériellement moins facile.

La plupart des activités économiques sont locales. La politique n'est qu'une manifestation verbeuse des choix économiques. Ces choix sont concrets et touchent à l'os de nos vies. Propriété ou pas ? Argent ? Quelles monnaies ? Partage ? Quelle organisation ? Un riche et un pauvre, un propriétaire et un locataire, un patron et un salarié jamais ne seront égaux.

L'inégalité fabrique la haine et la peur, qui se concrétisent en frustration, en violences individuelles et collectives, en injustice institutionnelle.

L'inégalité morcelle l'espèce humaine en factions ennemies incapables de se reconnaître une identité commune.

Quel type de société, de rapports humains voulons-nous ?

Par quoi pouvons-nous commencer pour dire merde à toutes les inégalités, celles qui nous écrasent, celles dont nous profitons tous les jours ?

J'apprends— quelle surprise — qu'Ali est vainqueur des élections. Les Gabonais, qui les ont perdues (le peuple perd toujours les élections...), dans l'excès de leur exaspération, brûlent quelques bâtiments français. Pauvreté, schlague. Un médecin pour 5 000 habitants. La routine reprend ses droits.

LAURENCE BIBERFELD



14 – Capitalisme à la poubelle

Devant le tableau noir

À l'occasion de la réédition du livre « La Vie sur Terre »

Si l'on admet qu'il importe aujourd'hui de critiquer cette société, non seulement pour ses prétendus « défauts » (ses conséquences écologiques, son injustice), mais bien en elle-même et pour ce qui est généralement considéré comme ses principales « qualités », alors la difficulté est de rendre compte de façon véridique de ces dernières : décrire d'une manière à la fois sensible et rationnelle les formes très particulières de misère qu'ont produites la modernité industrielle, le désert bruyant, agité de la vie des machines, où les hommes doivent désormais vivre.

AVEC LE REcul de dix ans qui nous sépare de sa première édition, on doit constater que *La Vie sur Terre*, de Baudouin de Bodinat, est l'un des livres qui s'est le mieux acquitté de cette tâche dans la période récente, en ne craignant pas de mettre fermement en pratique cette maxime de Ceronetti : « Ce monde n'est pas à respecter puisqu'il ne respecte plus rien. On peut cracher dessus en toute tranquillité ».

Il faut d'abord remarquer une qualité littéraire plutôt originale dans la critique sociale (et ailleurs) et une forme de poésie sombre – non dénuée d'un humour cinglant – parfaitement adéquate à son objet. Il ne faudrait cependant pas voir dans ce livre un quelconque « exercice de style ». C'est notre temps présent qu'il dépeint : le temps de la société administrée totale et du règne universel de l'économie marchande, qui reconstruisent le monde et les hommes à leur image, tout en ravageant la nature et les traces encore survivantes de l'histoire humaine qui a précédé.

L'ouvrage se présente sous la forme d'un long monologue intérieur où se succèdent des espèces de « spéculations philosophiques » sur les contemporains et ce qui constitue leur conscience.

Ces développements théoriques sont entrecoupés de « tableaux objectifs », prenant souvent la forme d'énumérations de nouvelles des journaux se télescopant, ou de descriptions ramassées de la vie quotidienne ; ces juxtapositions constituant de saisissants abrégés de notre monde – d'une dureté et d'une violence inouïes ; et cela d'autant plus qu'ils sont notre banalité quotidienne.

La relation de notre présent avec le passé est le thème récurrent de l'ouvrage : relation commune, faite d'ignorance, de mépris, d'occultations multiples, à laquelle l'auteur oppose sa propre position ou sen-

sibilité : la préférence d'un passé vivant (et qui avait encore un avenir) contre un présent mort (et où plus personne n'ose envisager l'avenir qui s'annonce).

On se tromperait cependant en se débarrassant de Bodinat sous l'étiquette de « nostalgique » ou de « conservateur » :

« Ce n'est pas le passé que je regrette, c'est le présent que je trouve regrettable. »

Et ailleurs :

« Et qui parle de retour en arrière ? Qui ne voit devant nous l'invention de la traction animale comme un progrès immense, une prodigieuse amélioration de nos mœurs, la transformation de ce camp de concentration en une amusante villégiature sous un ciel entièrement nouveau ? ».

Le principal objet des analyses méthodiques de l'ouvrage, c'est la manière dont la vie la plus moderne transforme le psychisme des contemporains ; c'est « l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle ».

La thèse qui guide ces recherches, c'est que les contemporains sont les victimes d'un extraordinaire rétrécissement de la conscience et de la sensibilité, qui ne cesse de s'accroître avec le développement de la société totale et la prolifération de ses machines, et qui seul permet en définitive d'expliquer la soumission générale.

L'auteur, en bon matérialiste, considère que « les hommes sont le produit de leurs conditions d'existence ». Pour autant, il ne s'interdit pas de parler des réalités fines, « impalpables », de la vie de l'esprit.

Au contraire, il décrit la prétention du « rationalisme morbide » de tout réduire à des réalités mesurables, quantifiables, et donc manipulables à souhait, comme la forme de folie qui façonne notre époque.

Ou plus précisément comme une perception du réel absolu lumineux et « rationnelle » du point de vue de

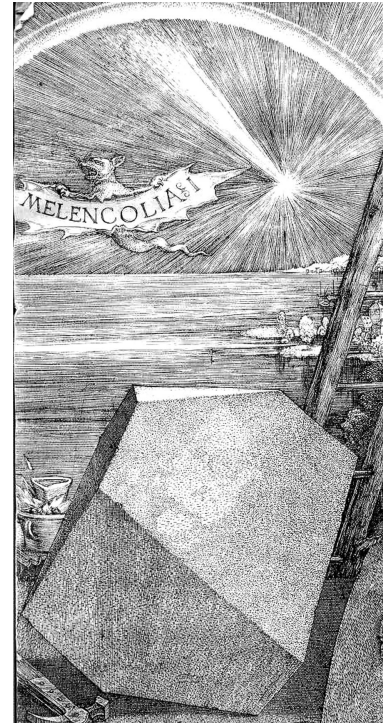
l'économie marchande, du système social qui s'est autonomisé des hommes et de leurs besoins réels, pour vivre sa vie propre.

Sans aucun doute, du point de vue de l'économie, l'âme et le reste n'existent pas, et les hommes eux-mêmes ne sont que des moyens de son fonctionnement.

On pourrait légitimement voir dans cet ouvrage une actualisation contemporaine de la « critique de la vie quotidienne » que défendaient les situationnistes, et une méticuleuse dissection des fruits pourris de la « survie augmentée » que ces derniers avaient critiquée dans les années 1960.

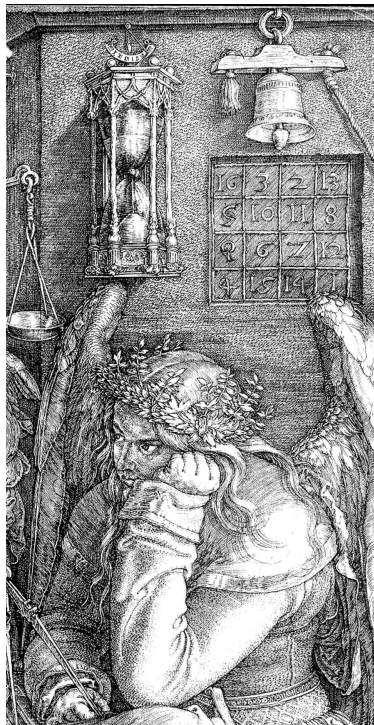
Quarante ans plus tard, il n'est cependant plus question de reprendre à son compte une quelconque confiance dans le progrès, ni de trouver un quelconque « bon côté » au « développement des forces productives ».

En définitive, voilà le sujet du livre : étudier l'idéologie du progrès, dans ses différentes composantes – haine du passé et de la mémoire (qui a l'avantage de protéger notre présent de toute comparaison), rationalisme morbide, promesse d'une liberté aussi totale que vidée de tout contenu, rejet ou plutôt refoulement de toute limitation, et notamment de la nature et de la nature humaine, de l'individualité, de la mort, etc. – mais l'étudier à partir de



ses résultats, tant spirituels que matériels : à partir du tas de décombres, ou du camp d'enfermement, de l'usine automatisée, de la réserve, etc., en quoi le monde a été transformé en quelques décennies. Décrire

en somme comment f u r e n t effective- m e n t tenues les promesses du « P r o g r è s », d é s o r m a i s partout d é m e n t i e s dans les faits, mais dont la lente d é c o m p o s i t i o n continue d'empu- a n t i r l'atmosphère.



On a pu reprocher à ce livre une noirceur décourageante. L'auteur ne s'en cache pas et place en exergue de son tome 2 cette citation de Blanqui : « Rien là pour flatter beaucoup la soif du mieux. Qu'y faire ? ». Cependant, il y aurait quelque chose d'un peu puéril à demander pour cela : « Que faire d'un tel livre ? ». Si ses analyses sont bien exactes, la question doit plutôt être : « Que faire d'un tel monde, et de tels hommes, et notamment, qu'y faire de sa vie ? ».

Il est indéniable que l'ouvrage n'apporte guère de réponse à cette question. On peut bien y voir un défaut, mais il ne justifie absolument pas de se priver d'un tableau si véridique et si complet.

Et puis a-t-on entendu si souvent des propositions convaincantes sur ce qu'il conviendrait de faire aujourd'hui ?

Il faut noter une absence voisine dans le livre de Bodinat. L'intention de l'auteur est de décrire la misère la plus moderne, d'en saisir le cœur, et en même temps l'universalité, induite par le processus d'expansion infinie du capitalisme.

Cette description n'accorde guère de place aux marges de liberté persistant

encore, aux mises à distance que chacun peut s'efforcer d'opérer d'avec le déferlement en cours (ne fût-ce que par le choix de son domicile ou de son métier, par les appareillages technologiques qu'on s'épargne, etc.).

Ceci dit, nul ne peut nier le peu de marge de manœuvre dont on dispose pour se défendre de la plupart des manifestations d'enfermement évoquées dans le livre.

Plus précisément, ce qui définit tout enfermement, c'est que l'on est dedans ; en l'occurrence dans la globalité capitaliste équipée technologiquement et devenue visiblement folle : dans son espace mondialisé, et plus encore dans son temps et son « esprit ». À cela il n'est rien à faire : on ne peut pas appartenir à une autre époque qu'à celle-ci.

L'auteur ne veut visiblement pas laisser une occasion de dire : « Finalement, ça ne va pas si mal, il y a des aspects positifs, etc. », en évacuant ainsi l'essentiel : la « cohérence oppressive » de notre organisation sociale.

Ignorer qu'une telle lecture peut s'avérer douloureuse serait nier l'évidence.

Mais qui ne pressent déjà ce qui est ici exposé ? En mettant des mots appropriés sur ces banales intuitions de notre dépossession, c'est un pas vers une mise à distance libératrice que peut permettre ce livre. Et peut-être, un soutien précieux pour choisir définitivement son camp.

En ce sens, la recherche de la lucidité n'est pas seulement une question de morale ou de goût. C'est aussi une arme pour se défendre d'un monde ignoble. C'est un moyen, sans doute non suffisant mais néanmoins indispensable, pour trouver un air plus respirable.

Comme toutes les interventions importantes de notre époque, *La Vie sur Terre* se trouve face à une contradiction peut-être insoluble : comment défendre l'esprit de révolte et « la soif du mieux », la critique et la détermination, tout en disant, le mieux possible, la vérité sur une situation historique pour le moins décourageante ?

Un proverbe enseigne « qu'il n'est nul besoin d'espérer pour entreprendre ». Il est sûrement nécessaire de reprendre à son compte une telle fermeté. Notre époque n'est certes pas la seule à avoir été désespérante pour ses habitants, pas la seule à avoir été perçue comme « un

monde sans évasion possible ».

Cependant, on sait bien qu'il est difficile d'entreprendre quoi que ce soit, si l'on n'est pas porté par une forme ou une autre d'espérance.

L'accablement ne dispose pas à la liberté, à l'envie de se battre, ni même à la recherche de la vérité : la pensée ne peut pas s'appuyer uniquement sur elle-même.

C'est pourquoi aujourd'hui, rechercher des « terrains » où vivre et éprouver un peu d'air et de liberté, s'essayer à construire et à expérimenter, est indispensable. Défricher ou déjà explorer de tels terrains est une tâche essentielle de l'heure, littéralement « de salubrité publique ». Pour désertier, autant que faire ce peut, les « terres gâtées » de l'époque, il faut pouvoir, un tant soit peu aller en habiter d'autres.

Pour le dire autrement, si nous avons besoin de savoir précisément les raisons de détester cette époque et le monde qu'elle a produit, nous avons tout autant besoin de savoir, d'éprouver un peu, de ne pas oublier, les raisons d'aimer le monde et la vie. Sans ces raisons en effet, aucune critique, aucune révolte n'ont de sens.

Pour autant, on ne peut aspirer à une liberté authentique, on ne peut souhaiter des sociétés humaines, sachant se défendre de la domination et de la manipulation, sans faire de la recherche sans concessions de la vérité l'une des plus hautes vertus politiques ; sans s'efforcer, donc, de combattre les illusions.

Que de telles exigences contradictoires soient difficiles à tenir, c'est indéniable. Mais quel autre choix aurait-on ? De toute façon, il est vain, et un peu indécent, de se plaindre (et puis d'abord, auprès de qui se plaindrait-on ?)

Pour qui ne se satisfait pas des incantations, opérations magiques sur le langage, et autres dénis de réalité qu'affectionnent tant de prétendants révolutionnaires contemporains, il importe de ne pas confondre sa volonté, ses aspirations, ses tentatives, avec la recherche d'une description la plus exacte possible de la réalité sociale : nous ne sommes pas libres devant l'analyse, devant la réalité. Je veux dire que nous ne pouvons pas choisir d'ignorer la réalité sans risquer d'en subir ensuite quelques regrettables conséquences.

CÉDRIC

Illusions nouveau louque

En Creuse, toute la « gauche de la gauche » s'est mobilisée, avec le soutien actif des socialistes et de leurs mairies, pour organiser cette fameuse « votation » contre la privatisation de la Poste. C'est avec une émotion teintée de nostalgie que nous avons assisté à cette renaissance d'une sainte union de la gauche élargie. Ne participant pas aux votations légales nous n'avons pas osé pousser notre esprit de provocation jusqu'à participer à cette votation citoyenne.

Nous présentons, ci-dessous, de larges extraits d'un texte publié par Patrick Mignard sur le net.

La « votation » ou l'illusion démocratique

Pourtant tout y est, la juste cause, (défense du service public), la mobilisation du ban et de l'arrière ban de la « gauche » (autrement dit la fameuse Union) - même celle qui, une fois au pouvoir privatise sans états d'âme- les urnes, la propagande, une participation, pas ridicule dans le contexte actuel et avec les moyens à disposition.

Conflit de « légitimités »

Organiser un vote, une consultation, un référendum, en dehors du cadre de la loi, en marge des institutions officielles est incontestablement un défi lancé au Pouvoir en place.

Alors, de deux choses l'une :

- ou bien le Pouvoir est illégitime, et dans ce cas cette « votation » prend tout son sens et peut se draper d'une légitimité qui manque à celui-ci ;

- ou bien, ce Pouvoir est légitime et dans ce cas c'est cette « votation » qui est marquée du sceau de l'illégitimité.

Or, à ce que l'on sache, toutes les forces politiques et syndicales à l'initiative de cette « votation », ne tiennent pas pour illégitime le pouvoir en place. Sans partager ses conceptions, ses méthodes sa philosophie, elles le reconnaissent comme légitime, représentant la « volonté du peuple ».

Le Pouvoir a donc beau jeu de tourner en dérision cette action et de la qualifier d'illégitime, illégale et même anti démocratique... Et il a formellement raison.

Doit-il tenir compte de cette consultation ? Rien ne l'y oblige... il peut la considérer - ce qui est d'ailleurs le cas - comme nulle et non avenue, et ce d'autant plus que perfidement, il nie, contre toute évidence, que son objet n'a

pas de sens : « loin de lui l'idée de privatiser ».

Il ment bien sûr, comme il a menti pour les autres services publics, mais il a les moyens du mensonge, il a le pouvoir légitime.

Notons au passage l'attitude non moins faux-cul du Parti Socialiste qui s'est « opportunément » associé à cette opération. Quelle aurait été son attitude si, quand il était au pouvoir et qu'il privatisait (sans le dire comme le gouvernement actuel), une telle action avait été entreprise ? Y aurait-il participé ?

[...]

Conclusion

Même fondée sur les meilleures intentions du monde, dans le cadre d'un système qui se dit démocratique - et qui est reconnu comme tel par la majorité - la « votation » est un acte de désespérance militante (un de plus !) qui donne l'illusion de la force et de l'unité... Stratégiquement et tactiquement nulle, elle traîne des contradictions difficilement surpassables.

Elle est une démonstration militante d'organisations qui ne savent plus quoi inventer pour exister et montrer qu'elles ont encore prise sur la réalité.

Que restera-t-il finalement de cette opération dans quelques semaines... rien, ou plutôt si, une nouvelle vague d'amertume et de déception.

Quant au référendum espéré, il est en fait une arme à double tranchant dans le cadre d'un système politique pervers, pseudo démocratique et fondé sur le mensonge et la manipulation de masse. Il peut aboutir au meilleur comme au pire.

Ce n'est pas avec de tels moyens, stratégiquement et même tactiquement dérisoires que l'on va mettre à mal le

système marchand. De plus, mobiliser sur de telles actions, c'est faire preuve d'impuissance au regard du pouvoir et entretenir, une fois encore, l'illusion de l'efficacité politique... C'est du même acabit que les « grandes manifestations » qui battent vainement le pavé.

Devait-on finalement procéder à cette « votation » ? Oui, pourquoi pas ! Si c'est un moyen de doper le moral des militants... Mais là n'est pas la vraie question.

La vraie question est : quelle est la valeur stratégique d'une telle opération ?

Et la réponse est claire et nous sera fournie par la suite : elle est nulle.

S'il s'agit de faire du marketing politique pour certaines organisations politiques et syndicales, alors, c'est certainement réussi.

Si c'est une opération à vocation de déstabilisation du gouvernement, voire du système, alors c'est raté. En effet, qui peut croire sérieusement que ce gouvernement va obtempérer et organiser la consultation demandée. Le croire c'est de la naïveté, le faire croire, de la manipulation.



Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5€ (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10€ (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100€ (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de Citron Libre et adressez-le à Creuse-Citron, C/o CNT 23, BP 2, 23 000 Sainte-Feyre.

Fusillés deux fois pour l'exemple

CE 11 NOVEMBRE, COMME D'HABITUDE, NOUS ALLONS NOUS RETROUVER AUTOUR DU MONUMENT AUX MORTS DE GENTIOUX POUR CONDAMNER COLLECTIVEMENT TOUTES LES GUERRES, QUELLES QU'ELLES SOIENT.

ET COMME CHAQUE FOIS, certains vont entonner leur couplet pour demander la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, emboitant le pas à de grands pacifistes comme Lionel Jospin en 1998, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État aux Anciens Combattants, en 2008 ou le Conseil général de l'Aisne qui va jusqu'à proposer un vœu « pour la reconnaissance des soldats condamnés pour l'exemple comme combattants de la Grande Guerre à part entière ».

La Libre Pensée, l'ARAC (une association d'anciens combattants proche du PCF), la LDH et l'Union pacifiste de France militent dans ce sens depuis plusieurs années.

La Ligue des droits de l'homme communique ainsi en novembre 2008 : « Il faut rouvrir les dossiers des fusillés pour l'exemple de 14-18. À l'occasion de la commémoration du 90e anniversaire de l'armistice de 1918, la Ligue des droits de l'Homme demande que la réhabilitation des fusillés pour l'exemple victimes de condamnations arbitraires des tribunaux militaires soit poursuivie, pour que justice soit rendue à ces hommes et que leur mémoire sorte de l'oubli ».

Drôle d'ambiguïté ! En quoi leur réhabilitation aura-t-elle pour conséquence de sortir leur mémoire de l'oubli ? Tant que les fusillés pour l'exemple restent au « ban de la nation » nous entretenons leur mémoire comme exemple de la barbarie et de l'arbitraire militaires. La réhabilitation a pour objectif de reconnaître les condamnés pour l'exemple comme des soldats à part entière, comme les autres. S'ils sont réhabilités, leurs noms seront peut-être même inscrits sur les monuments aux morts et leur mémoire sera nivelée avec celle de tous les autres morts de la guerre. Les monuments aux morts qui proclament « maudite soit la guerre » sont bien peu nombreux, la majorité glorifie le sacrifice pour la patrie. Il ne s'agit pas ici de critiquer le sentiment d'injustice que l'on ressent face à



l'arbitraire militaire ni cette volonté de demander justice, mais de prendre du recul quant à ce sentiment spontané d'injustice. À qui demande-t-on justice ? À un État-nation militariste.

Il y a dans cette volonté de réhabilitation comme une tentative révisionniste : il s'agit en quelque sorte de réécrire l'histoire. Condamnés pour l'exemple ils l'ont été, il n'y a aucune raison de vouloir gommer cette exemplarité. Les réhabiliter, c'est vouloir normaliser leur mort. Et cela ne peut se concevoir que si l'on se sent concerné par l'idée de nation, de nation qu'il faut défendre contre des ennemis. Il n'y a aucune raison que quiconque, aujourd'hui, se sente concerné, impliqué, responsable de ce qui s'est passé en 1914-1918 ou n'importe quand avant sa

naissance. Les idées de nation et de patrie me sont étrangères et je vomis l'existence de l'État : pourquoi irais-je jouer les redresseurs de torts pour gommer l'ignominie de l'État français ? Sauf à me sentir partie prenante de ces monstres froids que sont la nation et l'État.

Que d'ardents défenseurs de la Nation et de l'État entament cette démarche, ça peut se comprendre, mais que des gens qui se disent pacifistes, qui se proclament sans dieu ni maître, qui militent pour la « sociale » et sont internationalistes, voire anti-nation, s'embarquent dans la même charrette, c'est plus difficile à avaler.

Que cherchez-vous avec ce révisionnisme ? À réformer la façon de faire la guerre : vouloir réhabiliter les fusillés pour l'exemple c'est faire dire à l'État que ces jugements étaient indignes et que la prochaine fois ça ne se reproduira pas. Vouloir faire admettre ses torts à l'État c'est admettre qu'il puisse se conduire différemment, c'est conforter son existence.

Ma seule façon d'envisager cette question c'est d'essayer de me mettre dans la peau d'un de ces soldats. À supposer que dans les mêmes circonstances j'ai eu le courage de mettre la crosse en l'air, je crois que je me retournerais dans ma tombe si j'apprenais qu'on veut me considérer comme un soldat mort pour la patrie.

PATRICK FAURE



18 - Mauvaises lectures



Quitter son point de vue : quelques utopies anarcho-littéraires d'il y a un siècle. Caroline Granier. Introduction et conclusion de Michel Antony. Éditions du Monde Libertaire, 2007. 117 p., 10 €.

« Utopie »... Ce mot, inséparable de ses enjeux politiques et sociaux, est au centre de nombreuses polémiques.

L'utopie (étymologiquement : le « non-lieu ») n'est-elle pas nommée ainsi pour justifier sa mise à l'écart de l'histoire, de la société ? Il est des projets que les autorités préfèrent situer en terres d'ailleurs ou « d'utopies » afin de ne pas affronter la part de réel qu'ils contiennent.

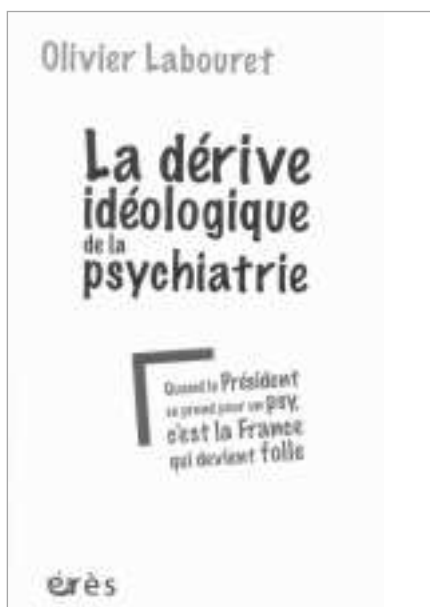
Car toute utopie, c'est à dire toute perspective d'un devenir meilleur, prend sa source dans des réalités concrètes : l'imaginaire cherche à transformer les rapports sociaux existants pour construire une société idéale. C'est à partir du dix-neuvième siècle que les utopies, pendant longtemps conçues comme l'élaboration ludique d'un ailleurs sans interférence avec la réalité sociale, se trouvent pleinement engagées dans le monde (on parle alors « d'utopies sociales »), prenant valeur de programmes socio-politiques.

Les œuvres dont nous parlons ici ne sont pas toutes de véritables utopies littéraires « stricto sensu », mais parfois de simples fictions faisant appel à l'imaginaire utopique. Si toutes ont été conçues au tournant d'un siècle (entre 1874 et 1905), toutes nous semblent encore très actuelles.

L'originalité de ces récits est qu'ils situent l'utopie comme une étape, inscrite dans le devenir historique, en liaison avec la révolution : l'utopie anarchiste n'est pas circonscrite à une île bienheureuse, mais s'introduit dans la dimension d'un devenir, décrit le mouvement même de l'histoire.

À notre tour, promenons-nous sur les traces - et les rêves - d'André Léo (1874), Jean Grave (1905), Han Ryner (1904), Bernard Lazare (1897), Louise Michel (1886-7) et Georges Eeckhoud (1899).

Il s'agit bien pour les anarchistes de débarrasser l'utopie de sa confusion, en la délivrant de son aspect idéologique de dissimulation du réel. L'utopie est alors ce « pas de côté » qui nous aide à repenser le réel (ce qu'est la famille, la consommation, etc.), « pas de côté » qui, en nous amenant à penser autrement, nous oblige à agir autrement. L'utopie apparaît donc, paradoxalement, comme ce qui touche au réel dans un monde d'artifices. Et de fait, la plupart des romans s'accordent pour décrire le monde réel comme un monde de simulacre, de spectacle.



La dérive idéologique de la psychiatrie : quand le président se prend pour un psy, c'est la France qui devient folle, Olivier Labouret. Eres, 2008.

L'auteur, médecin psychiatre, veut démontrer la collusion entre le politique, le patronat, et les grands groupes pharmaceutiques, qui conduit à une déshumanisation et une culpabilisation de nos comportements, à un isolement de

l'individu mis en concurrence avec son collègue de travail. La haine, la parano s'emparent de nous et ces inquiétudes doivent trouver une compensation immédiate : consumérisme, achats compulsifs, découverts bancaires, comportements créateurs d'angoisses et de culpabilité, repli sur soi. Le sujet est angoissé, il ne dort plus ou mal, la fatigue influe sur son comportement professionnel, familial et social. La solution est la consultation psy avec prise de produits pharmaceutiques pour tenir et rester performant ; l'ultime réflexe de révolte est de retourner la violence contre soit, la révolte contre une société tueuse étant considérée comme une attitude déviante, hors norme signe d'une inadaptation sociale pathologique. Il est intéressant d'observer comment les médias, porteurs de la propagande, soulignent le fait que telle ou tel suicidé était suivi pour dépression suite à des problèmes familiaux, sa qualité de vie importe peu.

La psychiatrisation à outrance et la culpabilisation de n'être pas un bon citoyen, étaient l'apanage des pays totalitaires : « la sélection des plus aptes », prônée par Herbert Spencer, suivie par Alexis Carrel et en France par Charles Richet a conduit à « l'élimination

des mauvais » et les thèses génocidaires que l'on sait. Aujourd'hui, en Europe, en France, dans tous les pays riches, c'est le citoyen qui se génocide, nous sommes dans la société parfaite, celle du silence de la gouvernance managériale - privatisation qui néglige les problèmes psychologiques et sociaux des individus.

Charlie Chaplin dans *Les temps modernes* devient fou et deux infirmiers psychiatriques viennent le chercher. Ce qui faisait rire hier est aujourd'hui notre quotidien.

Ce que dénonce ce livre c'est la participation, complice, inquiétante, des généralistes et des psychiatres à cette normalisation des individus.





Cet été, un membre de l'équipe de *L'Envolée* (Pour en finir avec toutes les prisons) est venu sur le Plateau de Millevaches et a participé à un débat sur l'enfermement.

C'est l'occasion de rappeler l'existence de ce *journal critique du système carcéral et judiciaire, et du monde qui le génère*. Dans son dernier numéro (n° 25 - mars 2009), nous pouvons retrouver, bien sûr, nombre de lettres, témoignages... d'emprisonnés. Seules véritables informations sur cet univers déshumanisé que la plupart des « citoyens » n'ont de cesse de rejeter ou de faire semblant d'en ignorer l'existence même. D'autres écrits sur « la carcéralisation de l'hôpital psychiatrique », les suites de l'incendie du centre de rétention de Vincennes... nous sont aussi présentés.

Il est, peut-être, intéressant de citer un extrait de leur présentation pour mieux comprendre le sens du travail éditorial qu'ils développent au fil de leurs numéros : « S'attaquer à l'enfermement, c'est forcément s'en prendre aussi à tout ce qui fabrique, réforme, perfectionne le contrôle social hors des murs des prisons : le formatage des "citoyens" dès le plus jeune âge, le salariat précarisé ou à perpète, l'urbanisme qui flique les villes et quadrille les espaces sont bien le pendant de la construction des prisons ».

Réfractions (recherches et expressions anarchistes) dans son numéro 22 du printemps 2009 colle au plus près de l'actualité « antiterroriste » avec un important dossier consacré au « réveil des illégalismes ». Les premières phrases de l'éditorial sont suffisamment claires pour ne pas avoir de doutes quant aux « intentions » de la commission de rédaction : « Le capitalisme tangué. Les dominants

s'affolent. La répression s'étend. Les lois d'exception reviennent. Le fichage de la population se veut exhaustif. Le Régime craque, qu'il crève ! La destruction d'un régime inique qui accapare les richesses et distribue la misère est une nécessité pour toute volonté créatrice ». Le dossier nous rappelle une certaine tradition anarchiste et syndicaliste révolutionnaire déjà mise en avant par James Guillaume à l'époque de la Première Internationale. Et celle-ci loin de verser dans un illégalisme aux ordres, bien au contraire, est parée de toute la légitimité que lui confèrent l'espoir et les sacrifices d'une population dos au mur !

Une fois de plus, le trimestriel d'*offensive libertaire et sociale*, *Offensive* (n° 23 - septembre 2009) nous propose un dossier, « Construire l'anarchie » qui ne peut laisser indifférent le mouvement. Et les auteurs n'y vont pas par quatre chemins : « la mouvance libertaire ronronne sans doute un peu trop, arc-boutée sur des conflits et positionnements antédiluviens qui mériteraient d'être questionnés, réactualisés... Et comme tout milieu, les anarchistes se complaisent autour de quelques certitudes. En "bon anarchiste", il fallait les interroger : l'illégalisme est-il forcément le signe d'une pratique libertaire ? Le pouvoir peut-il être combattu ? Être anarchiste peut-il suffire à nous unir ? Quels fantasmes se cachent derrière nos envies de révolution ? ». Un beau programme de réflexion en perspective. À nous de nous l'approprier pour forger un peu mieux les armes indispensables à la destruction de ce monde capitalisme que nous honnissions tant !

Réfractions 22
recherches et expressions anarchistes

Le réveil des illégalismes



printemps 2009

12 euros

Dans son numéro de rentrée (n° 188 - octobre 2009), *Alternative libertaire* revient sur « la botte française en Afrique ». Sur une double page, elle s'interroge avec Raphaël Granvaud de l'association *Survie* en se demandant ce « que fait l'armée française en Afrique ? ». Les dégâts de la Franc-Afrique sont détaillés sur une grande carte très complète, bien illustrée et facile de lecture.



Gavroche (revue d'histoire populaire) n'oublie pas René Lefevre, socialiste révolutionnaire (1902-1988). Avec un assez long article, dans son numéro 159 de juillet-septembre 2009, elle retrace « l'itinéraire de ce militant qui a consacré sa vie à la défense de la classe ouvrière à travers la création et la perpétuation des éditions *Spartacus* ». Grâce à celles-ci, après 1968, de nombreux textes oubliés mais d'un intérêt certain purent être mis à la disposition des compagnons anarchistes. Aujourd'hui encore, après la disparition de leur créateur, elles continuent leur travail éditorial original.

Une fois n'est pas coutume, mais le dernier dossier du *Canard enchaîné* (octobre 2009) « "Je te vois !" Filés ! Fichés ! Fliqués ! Comment nous sommes tous sous surveillance ? » ne peut que nous intéresser. Cette publication fait un tour des plus complet des nouveaux fichiers de police aux nanotechnologies, de la vidéosurveillance aux portables qui nous pistent ainsi que des ordinateurs qui gardent en mémoire la trace de tout ce que nous croyons avoir effacé.

Signalons encore l'arrivée dans la presse écrite de *Bakchich* (septembre 2009) bien connu pour son site web d'informations plus ou moins politiquement incorrectes avec son hebdomadaire, *Bakchich hebdo*.

Le Grand Soir peut encore se lever de bon matin

RENDEZ-VOUS le 11 NOVEMBRE à GENTIOUX

Rassemblement antimilitariste à 10h30 à Gentioux, devant le monument aux morts pacifiste.

À partir de 12 h 30 au Villard (entre Gentioux et Royère-de-Vassivière), repas des partageux : buffet libertaire composé des victuailles apportées ou non par chacun ; et aussi tables de presse.



Blog nouveau

Surfeurs noirs et rouges, la bonne parole est maintenant accessible sur le net dans le Blog de *Creuse-Citron*. Tous les numéros du journal sont téléchargeables, ainsi que pas mal d'autres infos à l'adresse suivante :

<http://creuse-citron.revolublog.com/>

Communiqué

L'Association *Sortir du Nucléaire 87* a été créée le jeudi 29 octobre à Limoges.

En avril 2008, plusieurs citoyens, militants anti-nucléaires, sympathisants du réseau *Sortir du Nucléaire*, se sont réunis pour organiser à Limoges l'action « Tchernobyl Day » suite à l'appel de *Sortir du Nucléaire*.

Depuis, en partenariat avec d'autres organismes – Amis de la Terre, Collectif corrézien pour la sortie du nucléaire, Jeunes verts, Collectif Velorution & Verts – d'autres actions ont été menées : juillet 2008 : Manifestation à Paris Pour un monde sans Nucléaire ; novembre 2008 : Journée de mobilisation nationale « ni nucléaire, ni effet de serre », action locale place de la Motte à Limoges ; avril 2009 : Tchernobyl day, action locale place de la Motte à Limoges ; octobre 2009 : Rassemblement national à Colmar pour la fermeture de Fessenheim.

Rejoignez-nous afin d'améliorer notre mobilisation pour les campagnes nationales, faciliter la gestion du groupe... Mais aussi pour que nous puissions engager nos propres actions dans la lutte anti-nucléaire et participer avec nos partenaires aux mobilisations sur les problématiques locales, en particulier sur le devenir des anciennes mines d'uranium de la région, le stockage d'uranium appauvri de Bessines...

Contact : 06 74 31 29 95

Sortirdunucleaire87@gmail.com

Où trouver *Creuse-Citron* ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.
Bar *Volup'thé*, 57, rue vieille.

Bussière Dunoise : Bar restaurant *Le Tilleul*
Champagnat / St Domet : Étang de la Naute.

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : *Le Papillon rouge*.

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*.

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*.

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Coop des champs, rue de Lavilatte

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice Rollinat.

La Souterraine : Sandwicherie *Le Damocless*, 6, impasse St-Michel.

Limoges :

Local associatif *Undersounds*, 6, rue de Gorre.

Woodstock boogie bar, 18, av. Montjovis.

Moutier-Rozeille, La Clide : Atelier de sculpture.

Royère : Bar *L'Atelier*.

St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*.

Sardent :

Bar *Chez Bichette*.

Bar *Chez Josiane*.

et bien sûr dans les manifs et rassemblements.

également téléchargeable sur Internet :

<http://creuse-citron.revolublog.com/>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire *Creuse-Citron*.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 16



Courrier postal : *Creuse-Citron*
C/o CNT 23 BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS. (www.scribus.net)
Plate-formes : Linux, MacOS X,
Windows



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

IPNS